

# 6.1

## Avis et communiqués

---

---

## 6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

### Avis de publication

**Avis 33-317 du personnel des ACVM : Prochaines étapes des travaux des ACVM en vue d'améliorer les obligations des conseillers, des courtiers et des représentants envers leurs clients**

(Texte publié à la section 3.1)

### Avis de publication

**Avis multilatéral 54-304 du personnel des ACVM : *Rapport final sur l'examen de l'infrastructure du vote par procuration et Consultation sur le projet de protocoles concernant le rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée***

(Texte publié ci-dessous)

**Avis multilatéral 54-304 du personnel des ACVM**  
*Rapport final sur l'examen de l'infrastructure du vote par procuration*  
*et*  
*Consultation sur le projet de protocoles concernant le rapprochement des votes*  
*établis en vue d'une assemblée*

**Le 31 mars 2016**

**Table des matières**

<b>1.</b>	Objet et survol
<b>2.</b>	Contexte
<b>3.</b>	Travaux effectués depuis le rapport d'étape
<b>4.</b>	Survol des protocoles
<b>5.</b>	Prochaines étapes
<b>6.</b>	Consultation
<b>7.</b>	Questions
<b>Annexe A</b>	Projet de protocoles concernant le rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée

**Objet et survol**

Le personnel des Autorités canadiennes en valeurs mobilières<sup>1</sup> (les **ACVM** ou **nous**) publie le présent avis aux fins suivantes :

- indiquer l'état d'avancement de nos travaux depuis la publication de l'Avis 54-303 du personnel des ACVM, *Rapport d'étape sur l'examen de l'infrastructure du vote par procuration* (le **rapport d'étape**) en janvier 2015;
- solliciter des commentaires sur les protocoles proposés (les **protocoles**) qui renferment les indications du personnel des ACVM sur les processus opérationnels utilisés pour compiler les votes par procuration rattachés aux actions détenues au moyen

<sup>1</sup> Le présent avis est publié dans l'ensemble des provinces et des territoires, hormis la Saskatchewan. La Financial and Consumer Affairs Authority de la Saskatchewan fera connaître son approche après l'élection provinciale qui se tient dans cette province.

d'intermédiaires;

- exposer les prochaines étapes du projet.

Veillez présenter vos commentaires sur les protocoles au plus tard le **15 juillet prochain**. Pour plus de renseignements, se reporter à la partie **Consultation**.

### Contexte

Le vote des actionnaires constitue l'un des moyens les plus importants pour eux d'influer sur la gouvernance, de communiquer leurs préférences et d'exprimer leur confiance ou leur mécontentement quant à la gestion et à la surveillance d'un émetteur. Les émetteurs comptent eux aussi sur le vote des actionnaires pour approuver les questions de gouvernance et certaines opérations ou certains changements fondamentaux. Le vote des actionnaires est essentiel à nos marchés financiers et en rehausse la qualité et l'intégrité.

Au Canada, le vote des actionnaires est généralement exercé au moyen d'un **vote par procuration**, dans le cadre duquel la direction ou une autre personne est habilitée à assister à l'assemblée et à voter pour le compte d'un actionnaire en utilisant un document désigné sous le nom de **procuration**.

Par ailleurs, les votes par procuration sont généralement soumis par les intermédiaires et non par les actionnaires réels, puisque la plupart d'entre eux ne sont pas des actionnaires inscrits et détiennent leurs actions par l'entremise d'intermédiaires qui, à leur tour, détiennent leurs actions auprès d'un dépositaire central, La Caisse canadienne de dépôt de valeurs Limitée (**CDS**). Ce système de détention d'actions est désigné sous le nom de **système de détention au moyen d'un intermédiaire**.

Afin de faciliter le vote par procuration dans ce système, une **infrastructure du vote par procuration** complexe, opaque et fragmentée a vu le jour. Les entités clés œuvrant au sein de cette infrastructure sont CDS, les intermédiaires, Broadridge Investor Communication Solutions Canada (**Broadridge**) (soit le principal agent de vote par procuration pour les intermédiaires) et les agents des transferts qui agissent à titre de compilateurs d'assemblées. Ces entités mettent en place les processus utilisés pour compiler les votes par procuration à l'égard des actions détenues au moyen d'intermédiaires. Nous désignons ces processus sous le nom de  **rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée**.

Pendant un certain temps, les émetteurs et les investisseurs ont craint le manque d'exactitude, de fiabilité et de transparence de l'infrastructure du vote par procuration et du rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée. À preuve, ils ont signalé deux problèmes bien précis :

- *Survote* : Il y a survote lorsqu'un intermédiaire soumet des votes par procuration et que le compilateur de l'assemblée ne peut établir que ce dernier détient des droits de vote, ou que le nombre de votes par procuration soumis excède celui de ses droits de vote, tels qu'ils ont été calculés par le compilateur.
- *Votes manquants* : les propriétaires véritables n'ont généralement aucune façon de savoir si le compilateur ou le président de l'assemblée a accepté les votes par procuration de

leurs intermédiaires. Les investisseurs ont cité des exemples où tout portait à croire que leurs votes par procuration n'avaient pas été inclus dans les résultats du vote, et qu'ils étaient donc « manquants ».

Nous avons décidé de jouer un rôle de premier plan en répondant à ces préoccupations parce que nous sommes les mieux placés pour étudier, analyser et élaborer des solutions à ces questions de façon prolongée et systématique. C'est la raison pour laquelle nous avons entrepris un examen de l'infrastructure du vote par procuration en publiant le Document de consultation 54-401 des ACVM, *Examen de l'infrastructure du vote par procuration* en août 2013.

Cet examen avait pour principal objectif de comprendre le fonctionnement réel du rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée. Nous avons donc procédé à un examen détaillé de six assemblées d'actionnaires (les **examens d'assemblées d'actionnaires**) en collaboration avec une entreprise de sollicitation de procurations. Nous avons cerné de nombreux problèmes pouvant miner l'exactitude et la fiabilité du rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée et la responsabilité des entités qui en sont chargées. Nos conclusions sont exposées dans le rapport d'étape publié en janvier 2015.

Les examens d'assemblées d'actionnaires nous ont permis de déterminer qu'il existait deux lacunes sous-jacentes importantes dans le rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée.

- *Lacunes sur le plan de l'information*

Les compilateurs d'assemblées ne disposent pas toujours de l'information exacte et exhaustive sur les droits de vote dont ils ont besoin pour savoir quels intermédiaires détiennent des droits de vote en vue d'une assemblée ainsi que le nombre de droits détenus. Une information manquante, incomplète ou inexacte sur les droits de vote peut faire en sorte qu'un intermédiaire qui soumet des votes par procuration se trouve en situation de survote du point de vue du compilateur. Les compilateurs d'assemblées ont recours à diverses méthodes pour régler ces situations. Selon le compilateur, les mêmes votes par procuration pourraient être acceptés, rejetés ou répartis au prorata. Ceux deux dernières mesures peuvent donner l'apparence de votes manquants.

- *Lacunes sur le plan de la communication*

Il n'existe aucun canal de communication officiel entre les intermédiaires et les compilateurs, ce qui fait que les étapes suivantes ne peuvent être suivies avec efficacité et exactitude :

- confirmer que toute l'information nécessaire a été envoyée et reçue;
- repérer et résoudre les problèmes liés à l'information qui pourraient donner lieu au rejet ou à la répartition au prorata des votes par procuration lors d'une assemblée.

De surcroît, les intermédiaires ne sont pas systématiquement avisés si un compilateur d'assemblée rejette ou répartit au prorata leurs votes par procuration en raison d'une information manquante ou incomplète sur les droits de vote.

Nous avons donc conclu qu'il était nécessaire d'élaborer des protocoles pour le rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée pour en favoriser l'exactitude, la fiabilité et la responsabilité des entités qui en sont chargées en prenant les mesures suivantes :

- définir les rôles et les responsabilités de CDS, des intermédiaires, de Broadridge et du compilateur de l'assemblée à chaque étape du rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée;
- exposer les processus opérationnels que chacune de ces entités clés devrait mettre en place pour s'acquitter de ses rôles et responsabilités.

### Travaux effectués depuis le rapport d'étape

Depuis la publication du rapport d'étape, nous avons principalement travaillé à élaborer les protocoles<sup>2</sup>. L'été dernier, nous avons mis sur pied un groupe de travail sur les protocoles (le **groupe de travail**) qui s'est penché sur leur élaboration. Il était composé de représentants de CDS, de Broadridge, d'intermédiaires, d'agents des transferts, d'émetteurs, d'investisseurs et d'entreprises de sollicitation de procurations. Nous avons également retenu les services à titre de conseiller technique de la même entreprise de sollicitation de procurations qui nous avait aidé pour les examens d'assemblées d'actionnaires.

Tous les membres du groupe de travail se sont réunis à deux reprises à l'automne 2015. Par ailleurs, un sous-groupe du groupe de travail (le **sous-groupe de travail**), composé de représentants de CDS, de Broadridge, d'intermédiaires et d'agents des transferts, s'est réuni à neuf reprises. Le personnel des ACVM a présidé les réunions du groupe de travail et a agi à titre de gestionnaire de projet relativement au processus d'élaboration des protocoles.

Le principal objectif consistait en la rédaction des protocoles par les membres du secteur du groupe de travail. Dans la foulée des travaux, il est devenu évident que si tous les membres du groupe de travail s'entendaient pour dire que le rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée soulevait d'importants problèmes, il n'existait cependant aucun consensus quant à la façon de les régler, ni aux entités chargées de le faire. Le personnel des ACVM a donc pris la responsabilité de rédiger les protocoles avec la collaboration du conseiller technique.

Les rencontres du groupe de travail et du sous-groupe de travail ont été une mine d'informations et une source de rétroaction très précieuse. Le groupe de travail a également été très utile puisqu'il a servi de forum pour les entités clés, qui fonctionnent souvent en vase clos, pour partager de l'information et cerner les situations où elles devaient collaborer. Nous aimerions remercier tous les membres du groupe de travail pour leur engagement passé et continu pour l'amélioration du vote par procuration au Canada.

### Survol des protocoles

Les protocoles renferment les attentes du personnel des ACVM à l'égard des rôles et des responsabilités des entités clés et des indications sur les types de processus opérationnels qu'elles devraient mettre en place pour permettre l'exactitude et la fiabilité du rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée et la responsabilité des entités qui en sont chargées. Les

<sup>2</sup> Nous avons également examiné une course aux procurations en collaboration avec la même entreprise de sollicitation de procurations qui nous avait aidé antérieurement pour évaluer s'il y avait des problèmes de rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée propres aux courses aux procurations, ce qui n'est pas le cas.

protocoles ont été élaborés en tenant compte des processus opérationnels existants et, à notre avis, ne devraient pas nécessiter de révision technologique en profondeur des systèmes actuels.

Le tableau ci-après donne des exemples de types d'attentes et d'indications que renferment les protocoles et qui se rapportent aux lacunes sur le plan de l'information et de la communication soulevées dans le cadre de notre examen.

Type de lacune	Attente/Indication dans les protocoles
Sur le plan de l'information	<ul style="list-style-type: none"> <li>• des indications concernant l'information sur les droits de vote que les intermédiaires devraient transmettre au compilateur et sur la façon d'établir cette information</li> <li>• des indications sur la façon dont le compilateur devrait utiliser cette information pour déterminer les intermédiaires qui sont habilités à voter, et le nombre de votes par procuration qu'ils peuvent soumettre</li> <li>• des indications sur la façon dont le compilateur peut faire correspondre les votes par procuration avec les droits de vote</li> <li>• des indications sur les mesures que pourrait prendre le compilateur s'il semble que les dépositaires ou les intermédiaires n'ont pas fourni l'information nécessaire sur les droits de vote</li> </ul>
Sur le plan de la communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>• les attentes selon lesquelles les compilateurs, les intermédiaires et Broadridge devraient élaborer des mécanismes appropriés pour confirmer que tous les votes soumis par Broadridge pour le compte des clients intermédiaires ont été reçus par le compilateur et des indications sur les mécanismes appropriés</li> <li>• des indications sur les mesures que le compilateur devrait prendre pour obtenir toute information manquante sur les droits de vote s'il ressort que l'intermédiaire est, de l'avis du compilateur, en situation de survote</li> <li>• des indications sur la façon dont les parties devraient communiquer entre elles lorsque des votes par procuration transmis par un intermédiaire ont été rejetés, qu'ils n'ont pas été comptabilisés ou qui ont été répartis au pro rata pour permettre aux propriétaires véritables de savoir si les votes par procuration soumis à l'égard de leurs actions n'ont pas été acceptés lors d'une assemblée et d'en connaître les motifs</li> </ul>

Les protocoles sont joints au présent avis à titre d'Annexe A.

### Prochaines étapes

*Former un comité technique pour appuyer la mise en œuvre d'améliorations au rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée*

Certains intermédiaires, Broadridge et des agents des transferts nous ont indiqué qu'ils envisageaient d'apporter certaines améliorations pour la période de sollicitation de procurations

en cours. Afin d'en favoriser la mise en œuvre et celle d'améliorations futures au rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée, nous comptons mettre sur pied un comité technique (le **comité technique**) formé des mêmes membres que le sous-groupe de travail. Ce comité agira comme forum pour les entités clés pour poursuivre l'échange d'information et les discussions sur les solutions.

Nous estimons par ailleurs que les protocoles servent de pierre d'assise pour les entités clés pour leur permettre de collaborer aux objectifs suivants :

- passer de la transmission en version papier à la transmission électronique de l'information sur les droits de vote et des votes par procuration;
- élaborer un système de confirmation de votes de bout en bout permettant aux propriétaires véritables qui le souhaitent de recevoir la confirmation que leurs instructions de vote ont été reçues par leur intermédiaire et soumises sous forme de votes par procuration, et que ceux-ci ont été reçus et acceptés par le compilateur.

Nous encourageons fortement et comptons surveiller toute initiative prise par le secteur sur ces points, par l'entremise du comité technique.

#### ***Tenir une ou plusieurs tables rondes à l'automne 2016***

Nous prévoyons tenir une ou plusieurs tables rondes avec les participants au marché à l'automne 2016 pour échanger sur les principales questions ou inquiétudes soulevées dans les mémoires. Nous nous attendons à ce que la question de l'incidence sur les intervenants des coûts de mise en œuvre des améliorations sur le plan de l'information et de la communication soit soulevée.

#### ***Publier la version finale des protocoles sous forme d'avis du personnel des ACVM à la fin de 2016, à temps pour la période de sollicitation de procurations de 2017***

Nous prévoyons mettre la dernière main aux protocoles en tenant compte des mémoires reçus, des tables rondes et du comité technique et de les publier sous forme d'avis du personnel des ACVM à la fin de 2016, ce qui rendrait possible la publication de la version finale à temps pour la période de sollicitation de procurations de 2017.

#### ***Superviser la mise en œuvre volontaire des protocoles pour la période de sollicitation de procurations de 2017 et envisager l'élaboration de nouveaux règlements et de nouvelles indications***

Nous prévoyons échanger avec le comité technique sur le délai de mise en œuvre des améliorations prévues par la version finale des protocoles. Nous comptons superviser la mise en œuvre volontaire des améliorations lors de la période de sollicitation de procurations de 2017 et mesurer leur incidence sur l'exactitude et la fiabilité du rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée et sur la responsabilité des entités qui en sont chargées.

Nous avons également commencé à évaluer les types de règlements et d'indications supplémentaires qui pourraient être nécessaires.



## Consultation

Nous sollicitons des commentaires sur les protocoles. Nous constatons qu'il est inhabituel de lancer une consultation sur des indications du personnel des ACVM. Or, les protocoles diffèrent des indications habituellement énoncées par le personnel des ACVM en raison des discussions approfondies et détaillées sur les processus opérationnels. Nous pensons donc qu'il est approprié de solliciter des commentaires avant de publier les protocoles dans leur version finale.

Outre les commentaires généraux, nous aimerions des réponses aux questions suivantes :

1. Les protocoles renferment des indications détaillées sur les processus opérationnels nécessaires pour permettre l'exactitude et la fiabilité des votes par procuration et la responsabilité des entités chargées du rapprochement. Les indications permettent-elles d'atteindre cet objectif? Dans la négative, quels éléments pourraient être améliorés, ou quelles autres indications pourraient être données?
2. Quelles sont les incidences en matière de coûts et de ressources associées à la mise en œuvre des améliorations sur le plan de l'information et de la communication prévues par les protocoles sur les principaux intervenants? Plus particulièrement, quels problèmes les intermédiaires, comme les courtiers en placement, rencontrent-ils relativement à la mise en œuvre des protocoles, et dans quelle mesure des coûts supplémentaires associés à la mise en œuvre des protocoles seraient transférés aux émetteurs ou aux investisseurs?
3. Quel serait le délai raisonnable pour la mise en œuvre des améliorations sur le plan de l'information et de la communication prévues par les protocoles?
4. Quels aspects des protocoles (le cas échéant) devraient être codifiés dans la législation en valeurs mobilières, soit à titre de politique des ACVM ou d'indications du personnel des ACVM?
5. Les entités qui participent au rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée ne sont pas toutes des « participants au marché » ni assujetties aux dispositions en matière d'examen de la conformité (où la notion de « participants au marché » n'existe pas) en vertu de la législation en valeurs mobilières. À votre avis, les entités jouant un rôle prépondérant dans le rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée devraient-elles être des « participants au marché » ou assujetties aux dispositions en matière d'examen de la conformité, y compris les agents de vote par procuration et les compilateurs d'assemblées?

Veuillez présenter vos commentaires par écrit au plus tard le **15 juillet 2016**. Si vous ne les envoyez pas par courrier électronique, veuillez les présenter sur CD ou clé USB (format Microsoft Word). Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Par ailleurs, tous les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Alberta Securities Commission au [www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com), de l'Autorité des marchés financiers au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) et de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au [www.osc.gov.ca](http://www.osc.gov.ca). Par conséquent, nous invitons les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les

commentaires à publier. Il importe que les intervenants précisent en quel nom ils présentent leur mémoire.

Nous remercions d'avance les intervenants de leur participation.

Veillez adresser vos commentaires à chacune des autorités suivantes :

Alberta Securities Commission  
 Autorité des marchés financiers  
 British Columbia Securities Commission  
 Bureau des valeurs mobilières du Nunavut  
 Bureau du surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest  
 Bureau du surintendant des valeurs mobilières, Yukon  
 Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)  
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Office of the Superintendent of Securities, Terre-Neuve-et-Labrador  
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard

Veillez envoyer vos commentaires aux adresses suivantes, et ils seront acheminés aux autres autorités.

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
 Secrétaire générale  
 Autorité des marchés financiers  
 800, rue du Square-Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
 C.P. 246, tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 Télécopieur : 514 864-6381  
 consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Josée Turcotte  
 Secrétaire  
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 20 Queen Street West  
 22<sup>e</sup> étage  
 Toronto (Ontario) M5H 3S8  
 Télécopieur : 416 593-2318  
 comments@osc.gov.on.ca

### Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Michel Bourque  
Analyste expert à la réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4466  
michel.bourque@lautorite.qc.ca

Naizam Kanji  
Director  
Office of Mergers & Acquisitions  
Commission des valeurs mobilières de  
l'Ontario  
416 593-8060  
nkanji@osc.gov.on.ca

Laura Lam  
Legal Counsel  
Office of Mergers & Acquisitions  
Commission des valeurs mobilières de  
l'Ontario  
416 593-8302  
llam@osc.gov.on.ca

Christopher Peng  
Legal Counsel, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
403 297-4230  
christopher.peng@asc.ca

Normand Lacasse  
Analyste à l'information financière  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4418  
normand.lacasse@lautorite.qc.ca

Winnie Sanjoto  
Senior Legal Counsel  
Corporate Finance  
Commission des valeurs mobilières  
de l'Ontario  
416 593-8119  
wsanjoto@osc.gov.on.ca

Danielle Mayhew  
Legal Counsel, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
403 592-3059  
danielle.mayhew@asc.ca

Nazma Lee  
Senior Legal Counsel, Legal Services  
Corporate Finance  
British Columbia Securities  
Commission  
604 899-6867  
nlee@bcsc.bc.ca

## ANNEXE A

## PROJET DE PROTOCOLES CONCERNANT LE RAPPROCHEMENT DES VOTES ÉTABLIS EN VUE D'UNE ASSEMBLÉE

## TABLE DES MATIÈRES

1.	Objet et portée
2.	Mode de présentation des protocoles
3.	Protocoles A. Établir et transmettre de l'information exacte et exhaustive sur les droits de vote pour chaque intermédiaire qui sollicitera des instructions de vote auprès des propriétaires véritables et soumettra des votes par procuration B. Établir des comptes de droits de vote (droits de vote officiels) de façon cohérente C. Transmettre de l'information exacte et exhaustive sur les votes par procuration et compiler et consigner les votes par procuration de façon cohérente D. Aviser les propriétaires véritables des votes rejetés ou répartis au prorata
<b>ANNEXE A</b>	Graphique sur le rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée
<b>ANNEXE B</b>	Glossaire

**Objet et portée**

Le rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée s'entend du processus utilisé pour compiler les votes par procuration rattachés aux actions détenues par l'entremise d'intermédiaires. Les entités clés qui mettent en œuvre le rapprochement sont les suivantes :

- CDS;
- les intermédiaires (généralement des banques dépositaires et des courtiers en placement);
- le principal agent de vote agissant comme intermédiaire, Broadridge;
- les agents des transferts agissant à titre de compilateurs d'assemblées.

Compte tenu de l'importance du vote des actionnaires pour la qualité et l'intégrité des marchés financiers canadiens, le rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée doit être exact et fiable et les entités qui en sont chargées doivent en être responsables. Il doit donc comporter les caractéristiques suivantes :

- A. la transmission aux compilateurs d'assemblées d'une information exacte et exhaustive sur les droits de vote pour chaque intermédiaire qui sollicitera des instructions de vote auprès des propriétaires véritables et soumettra des votes par procuration;
- B. l'établissement, par les compilateurs d'assemblées, de comptes de droits de vote pour chaque intermédiaire de façon cohérente;
- C. la transmission au compilateur d'assemblée d'une information exacte et exhaustive sur les votes par procuration et la compilation et la consignation des votes par procuration de façon cohérente;
- D. la communication aux propriétaires véritables du rejet des votes par procuration rattachés à leurs actions soumis au compilateur d'assemblée et les motifs du rejet.

Les protocoles (les **protocoles**) figurant dans le présent document renferment les attentes du personnel des ACVM concernant les rôles et responsabilités des entités clés qui mettent en œuvre le rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée et des indications sur les types de processus opérationnels qu'elles devraient mettre en place pour en permettre l'exactitude, la fiabilité et la responsabilité des entités qui en sont chargées. Ils ont été élaborés en tenant compte des processus opérationnels existants et, à notre avis, ne nécessiteront pas de révision technologique en profondeur des systèmes existants. Toutefois, si les entités clés peuvent trouver et mettre en place des solutions de rechange pour permettre l'exactitude et la fiabilité du rapprochement des votes et la responsabilité des entités qui en sont chargées, les protocoles ne les en empêchent aucunement.

Par ailleurs, à notre avis, les protocoles posent les bases pour les entités clés afin qu'elles collaborent en vue de faire ce qui suit :

- passer de la transmission en version papier à la transmission électronique de l'information sur les droits de vote et des votes par procuration;
- élaborer un système de confirmation de votes de bout en bout permettant aux propriétaires véritables qui le souhaitent de recevoir la confirmation que leurs instructions de vote ont été reçues par leur intermédiaire et soumises sous forme de votes par procuration, et que ceux-ci ont été reçus et acceptés par le compilateur.

Nous encourageons fortement et comptons surveiller toute initiative prise par le secteur sur ces points.

Les protocoles ont été rédigés précisément en fonction du rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée pour les assemblées non contestées. Cependant, certaines des attentes et des indications s'appliquent également aux courses aux procurations et devraient être prises en considération, s'il y a lieu.

Veillez consulter le graphique de l'Annexe A qui expose succinctement le déroulement du rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée.

### Mode de présentation des protocoles

Les protocoles sont divisés en quatre parties correspondant aux quatre caractéristiques d'un rapprochement des votes exact, fiable et qui permet la responsabilité des entités qui en sont chargées.

Chaque protocole est identifié par une lettre et deux chiffres, qui correspondent à ce qui suit :

- la lettre de l'en-tête de la partie;
- le numéro de document ou de l'information;
- le numéro de protocole.

Par exemple, le Protocole A.1.1 est le premier protocole de la partie **Établir et transmettre de l'information exacte et exhaustive sur les droits de vote pour chaque intermédiaire qui sollicitera des instructions de vote auprès des propriétaires véritables et soumettra des votes par procuration** s'applique ou se rapporte à l'information sur les droits de vote figurant dans la procuration générale de CDS.

Le glossaire renferme des explications des expressions utilisées dans les protocoles.

## Les protocoles

A. *Établir et transmettre de l'information exacte et exhaustive sur les droits de vote pour chaque intermédiaire qui sollicitera des instructions de vote auprès des propriétaires véritables et soumettra des votes par procuration*

Document et information	Entité responsable	Protocoles
<b>1. PROCURATION GÉNÉRALE DE CDS</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nom de l'émetteur</li> <li>• CUSIP</li> <li>• Date de clôture des registres</li> <li>• Date de l'assemblée</li> <li>• Signature</li> <li>• IDUC Alpha</li> <li>• Nom de l'intermédiaire</li> <li>• Nombre de droits de vote</li> </ul>	CDS Compilateur Émetteur	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Conformément au <i>Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti</i> (le « Règlement 54-101 »), CDS établira la procuration générale de CDS afin de transmettre les droits de vote aux intermédiaires qui sont des adhérents de CDS et la fera parvenir au compilateur et aux intermédiaires.</li> <li>2. Chaque intermédiaire qui est un adhérent de CDS est identifié par ce qui suit : <ol style="list-style-type: none"> <li>a. le nom sous lequel il est inscrit auprès de CDS;</li> <li>b. l'IDUC Alpha.</li> </ol> </li> <li>3. Le compilateur devrait communiquer avec CDS s'il ne reçoit pas la procuration générale de CDS dans un délai raisonnable après la date de clôture des registres (par exemple, 1 semaine) et prendre des mesures raisonnables pour l'obtenir (par exemple, en faisant un suivi auprès de CDS et en avisant l'émetteur de son incapacité à l'obtenir malgré ce suivi).</li> </ol>
<b>2. PROCURATION GÉNÉRALE DE CEDE &amp; CO (PROCURATION GÉNÉRALE DE DTC)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nom de l'émetteur</li> <li>• CUSIP</li> <li>• Date de clôture</li> </ul>	Agent des transferts Compilateur Émetteur	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. DTC établira la procuration générale de DTC afin de transmettre les droits de vote aux intermédiaires qui sont des adhérents de DTC et la fera parvenir à l'émetteur conformément à la législation américaine en valeurs mobilières.</li> <li>2. Chaque intermédiaire qui est un adhérent de DTC est identifié par ce qui suit : <ol style="list-style-type: none"> <li>a. le nom sous lequel il est inscrit auprès de DTC;</li> <li>b. le numéro d'adhérent de DTC.</li> </ol> </li> <li>3. Le compilateur devrait aviser l'émetteur s'il apparaît, selon le registre des actionnaires de l'émetteur ou la procuration générale de CDS, qu'une procuration générale de DTC est nécessaire pour que les propriétaires véritables américains puissent exercer leurs droits de</li> </ol>

4

Document et information	Entité responsable	Protocoles
des registres <ul style="list-style-type: none"> <li>• Date de l'assemblée</li> <li>• Signature</li> <li>• Numéro d'adhérent DTC</li> <li>• Nom de l'intermédiaire</li> <li>• Nombre de droits de vote</li> </ul>		vote par l'entremise d'intermédiaires américains. L'émetteur devrait, avec l'aide du compilateur, prendre toutes les mesures qui s'imposent pour obtenir la procuration générale de DTC. <p>4. Le compilateur devrait aviser l'émetteur s'il ne reçoit pas la procuration générale de DTC dans un délai raisonnable (par exemple, 7 jours ouvrables) après la date de clôture des registres, et l'émetteur devrait, avec l'aide du compilateur, prendre toutes les mesures qui s'imposent pour l'obtenir.</p>
<b>3. PROCURATION GÉNÉRALE SUPPLÉMENTAIRE</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nom de l'émetteur</li> <li>• CUSIP</li> <li>• Date de clôture des registres</li> <li>• Date de l'assemblée</li> <li>• Signature</li> </ul> <b>Intermédiaire qui transmet des droits de vote (intermédiaire transmetteur)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nom de l'intermédiaire</li> <li>• IDUC Alpha, le cas échéant</li> </ul>	Intermédiaires Broadridge	<b>Dispositions générales</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Conformément à l'article 4.3 de l'<i>Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti</i>, il est important que le nombre total de votes exprimés à une assemblée par un intermédiaire ou des personnes détenant des titres par l'entremise d'un intermédiaire ne dépasse pas le nombre de votes à l'égard desquels l'intermédiaire lui-même détient une procuration. On s'attend donc à ce que les intermédiaires mettent en place des processus appropriés pour veiller à ce que le compilateur de l'assemblée dispose d'une information exacte et exhaustive sur les droits de vote pour chaque intermédiaire qui sollicitera des instructions de vote auprès des propriétaires véritables et soumettra des votes par procuration. Les protocoles suivants donnent des indications sur les processus qui devraient être utilisés pour transférer l'autorisation de voter et les droits de vote d'un intermédiaire à un autre et l'information à transmettre au compilateur.</li> <li>2. Une procuration générale supplémentaire est utilisée par un intermédiaire (l'intermédiaire transmetteur) pour transmettre de l'information au compilateur qui accorde l'autorisation de voter et les droits de vote à un autre intermédiaire (l'intermédiaire destinataire). Le compilateur utilise l'information figurant dans la ou les procuration(s) générale(s) supplémentaire(s) pour établir un compte de droits de vote (désigné également sous le nom de droits de vote officiels) pour un intermédiaire si celui-ci n'est pas nommé dans une procuration générale de CDS ou de DTC.</li> <li>3. L'intermédiaire transmetteur devrait établir une procuration générale supplémentaire pour un</li> </ol>



Document et information	Entité responsable	Protocoles
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Numéro d'adhérent DTC, le cas échéant</li> </ul> <p><b>Intermédiaire qui reçoit des droits de vote (intermédiaire destinataire)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Numéro de client Broadridge, le cas échéant</li> <li>• Nombre de droits de vote</li> </ul>		<p>intermédiaire destinataire dans les cas suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a. l'intermédiaire destinataire sollicite des instructions de vote auprès de clients qui sont des propriétaires véritables et soumet des votes par procuration pour leur compte;</li> <li>b. le compilateur aura besoin d'une procuration générale supplémentaire pour démontrer que l'intermédiaire destinataire détient les droits de vote et en établir le nombre.</li> </ol> <p><u>Exemples :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Un intermédiaire est le courtier compensateur d'un autre intermédiaire (le courtier client). Le courtier compensateur (l'intermédiaire transmetteur) devrait utiliser une procuration générale supplémentaire pour accorder l'autorisation de voter et les droits de vote au courtier client (l'intermédiaire destinataire).</i></li> <li>• <i>Une banque qui est un adhérent de CDS et dont l'IDUC Alpha est ABC acquiert un courtier, également adhérent de CDS, dont l'IDUC Alpha est DEF. Elle doit maintenir l'IDUC Alpha DEF pendant une période de transition. Or, aux fins du vote par procuration, la banque souhaiterait avoir un seul compte de droits de vote fongible portant l'IDUC Alpha ABC. Le courtier (l'intermédiaire transmetteur) dont l'IDUC Alpha est DEF devrait utiliser une procuration générale supplémentaire pour accorder l'autorisation de voter et les droits de vote à la banque dont l'IDUC Alpha est ABC (l'intermédiaire destinataire).</i></li> <li>• <i>Un courtier détient une position inscrite dans le registre des actionnaires de l'émetteur par l'intermédiaire d'un prête-nom et souhaite la regrouper sous forme d'une position fongible avec sa position d'adhérent de CDS pour que les votes par procuration soient soumis par l'intermédiaire de Broadridge. Le prête-nom (l'intermédiaire transmetteur) devrait utiliser une procuration générale supplémentaire pour accorder l'autorisation de voter et les droits de vote au courtier ayant la position d'adhérent de CDS (l'intermédiaire destinataire).</i></li> </ul> <p>4. Si un intermédiaire destinataire reçoit des droits de vote de plus d'un intermédiaire transmetteur, chacun d'eux devrait produire une procuration générale supplémentaire pour permettre au compilateur d'établir adéquatement un compte de droits de vote pour l'intermédiaire destinataire qui contient tous les droits de vote.</p>

Document et information	Entité responsable	Protocoles
		<p><i>Exemple : Les droits de vote du courtier XYZ proviennent de la position d'adhérent de CDS de la Banque XYZ et de la position d'adhérent de DTC de Trustco EFG. La Banque XYZ et Trustco EFG sont des intermédiaires transmetteurs et devraient établir des procurations générales supplémentaires pour le courtier XYZ (l'intermédiaire destinataire) afin que le compilateur établisse un compte de droits de vote pour ce courtier qui contient les deux ensembles de droits de vote.</i></p> <p>5. Il n'est pas nécessaire d'établir une procuration générale supplémentaire si le compilateur dispose d'autres renseignements ou d'identificateurs qu'il peut utiliser pour faire correspondre adéquatement les droits de vote de l'intermédiaire destinataire avec un compte de droits de vote. Plus particulièrement, l'IDUC Alpha pourrait être utilisé comme identificateur dans les cas suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>les droits de vote d'un intermédiaire proviennent tous et font partie d'une position fongible d'un adhérent de CDS;</li> <li>l'IDUC Alpha n'est inclus que dans le rapport de vote officiel de l'intermédiaire dans la situation ci-dessus et est sinon laissé en blanc;</li> <li>le rapport de vote officiel de cet intermédiaire renferme l'IDUC Alpha associé à la position fongible de l'adhérent de CDS dont il est question au paragraphe a ci-dessus ou le nom de l'intermédiaire qui figure dans le rapport de vote officiel correspond en tout point à celui de l'adhérent de CDS ou de DTC qui figure sur la procuration générale de CDS ou de DTC.</li> </ol> <p><i>Exemple : La Banque ABC (l'intermédiaire transmetteur) compte une division appelée Patrimoine ABC (l'intermédiaire destinataire). Les droits de vote de Patrimoine ABC proviennent tous et font partie de la position fongible d'adhérent de CDS de la Banque ABC, qui est associée à l'IDUC Alpha ABC de la Banque ABC. Cette dernière ne serait pas tenue d'établir une procuration générale supplémentaire pour Patrimoine ABC pourvu que le rapport de vote officiel de cette division renferme l'IDUC Alpha ABC, ce qui permet au compilateur de lier les votes par procuration de Patrimoine ABC avec la position fongible d'adhérent de CDS de la Banque ABC.</i></p> <p>6. Si le compilateur reçoit plus d'une procuration générale supplémentaire à l'égard d'un intermédiaire destinataire, il ne peut se fier qu'à l'information figurant dans la ou les procurations générales supplémentaires pour établir les droits de vote pour l'intermédiaire destinataire. Or, il devrait prendre les mesures raisonnables pour ajuster les droits de vote de</p>

Document et information	Entité responsable	Protocoles
		<p>l'intermédiaire destinataire à la lumière des nouveaux renseignements qu'il reçoit.</p> <p>7. À l'heure actuelle, les procurations générales supplémentaires sont généralement transmises en version papier. Les compilateurs, les intermédiaires et Broadridge sont fortement invités à collaborer pour élaborer des modes efficaces de transmission électronique pour les procurations générales supplémentaires qui intègrent les identificateurs d'intermédiaires appropriés et des enregistrements de séquençement et complémentaires pour confirmer que la transmission a été complétée.</p> <p>8. Dans l'intervalle, les procurations générales supplémentaires devraient être transmises par télécopieur ou par courriel numérisé, et non en version papier.</p> <p><b>Cas où l'intermédiaire utilise les services de Broadridge à titre d'agent de vote par procuration</b></p> <p>9. Les intermédiaires qui sont des clients de Broadridge devraient fournir à cette dernière tous les renseignements nécessaires à l'établissement des procurations générales supplémentaires requises et veiller à ce que Broadridge apporte, à titre d'agent de vote par procuration, toute l'aide nécessaire pour ce processus. Les intermédiaires et Broadridge doivent être conscients de l'incidence en aval sur la compilation de l'information sur les droits de vote que Broadridge transmet aux compilateurs.</p> <p>10. Broadridge devrait aider ses clients à établir adéquatement des comptes de droits de vote afin d'établir des procurations générales supplémentaires. Plus précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Broadridge devrait revoir annuellement avec ses clients les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>i. l'exactitude du nom de l'entité, de l'IDUC Alpha et du numéro d'adhérent de DTC associés au numéro de client Broadridge;</li> <li>ii. l'exactitude et l'exhaustivité de la liste des comptes omnibus (c'est-à-dire les comptes d'intermédiaires récepteurs qui ont été codés de façon à ce que Broadridge établisse des procurations générales supplémentaires au nom des intermédiaires transmetteurs);</li> </ul> </li> <li>b. s'il est survenu un changement dans les activités d'un client qui pourrait avoir une incidence sur ses droits de vote aux fins du vote par procuration, Broadridge devrait collaborer avec le client pour en évaluer l'effet sur les droits de vote et apporter les ajustements nécessaires.</li> </ul>

Document et information	Entité responsable	Protocoles
		<p><b>Cas où l'intermédiaire n'a pas recours aux services de Broadridge</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>11. L'intermédiaire devrait établir une procuration générale supplémentaire en version papier ou sous tout autre format et prendre les mesures raisonnables pour confirmer que le format choisi est acceptable pour le compilateur.</li> <li>12. Il devrait transmettre la procuration générale supplémentaire directement au compilateur.</li> <li>13. Il peut demander au compilateur de confirmer la réception et, le cas échéant, il devrait transmettre ses coordonnées exactes. Si une demande est présentée, le compilateur devrait accuser réception dans un délai raisonnable (par exemple, 2 jours ouvrables après la réception de la demande).</li> </ol>
<p><b>4. PROCURATION GÉNÉRALE POUR PROPRIÉTAIRES VÉRITABLES NON OPPOSÉS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nom de l'émetteur</li> <li>• CUSIP</li> <li>• Date de clôture des registres</li> <li>• Date de l'assemblée</li> </ul> <p><b>Intermédiaire qui transmet des droits de vote</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• IDUC Alpha, le cas échéant</li> <li>• Numéro d'adhérent de</li> </ul>	<p>Intermédiaires Broadridge Émetteur</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Ces protocoles s'appliquent lorsqu'un émetteur a choisi de solliciter des instructions de vote directement auprès des propriétaires véritables non opposés par l'entremise d'un fournisseur de services autre que Broadridge.</li> <li>2. Un intermédiaire établira une procuration générale pour propriétaires véritables non opposés et joindra la liste de ceux-ci, conformément au Règlement 54-101.</li> <li>3. Un intermédiaire devrait prendre les mesures raisonnables pour veiller à ce que la liste des propriétaires véritables non opposés soit exacte et, notamment, qu'elle ne renferme pas d'information sur les propriétaires véritables opposés ou les porteurs inscrits. L'inclusion de ce type d'information accroît le risque de vote double et de survote.</li> </ol> <p><b>Cas où l'intermédiaire utilise les services de Broadridge à titre d'agent de vote par procuration</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>4. Chaque intermédiaire devrait collaborer avec Broadridge pour coder adéquatement les comptes et corriger toute erreur pour éviter que de l'information inexacte soit incluse dans la liste des propriétaires véritables non opposés.</li> <li>5. Le compilateur qui note des erreurs dans la liste des propriétaires véritables non opposés devrait en aviser Broadridge et l'intermédiaire visé. Les intermédiaires et Broadridge devraient fournir des coordonnées à jour aux compilateurs et répondre rapidement à toute</li> </ol>

Document et information	Entité responsable	Protocoles
<p>DTC, le cas échéant</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Numéro de client Broadridge, le cas échéant</li> </ul>		<p>demande d'information (par exemple, dans un délai d'un jour ouvrable).</p> <p>6. L'intermédiaire et Broadridge devraient corriger les problèmes à l'origine des erreurs pour l'assemblée à venir et toute autre assemblée subséquente, s'il y a lieu.</p> <p>7. L'intermédiaire qui reçoit une demande d'un client propriétaire véritable non opposé pour l'aider à exercer les droits de vote rattachés à ses actions devrait diriger ce dernier vers l'agent des transferts de l'émetteur puisqu'il n'a plus l'autorité pour soumettre des votes par procuration à l'égard de ces actions. Le client propriétaire véritable non opposé qui souhaite que l'intermédiaire soumette des votes par procuration pour son compte doit lui transférer l'autorisation de voter et les droits de vote. L'une ou l'autre des mesures suivantes doit alors être prise :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a. l'intermédiaire révoque la procuration générale pour propriétaires véritables non opposés antérieure au moyen d'une procuration restreinte, mais uniquement à l'égard de cette position particulière du client propriétaire véritable non opposé;</li> <li>b. la direction de l'émetteur établit une procuration générale supplémentaire accordant l'autorisation de voter et les droits de vote à l'intermédiaire, mais uniquement à l'égard de cette position particulière du client propriétaire véritable non opposé.</li> </ol>

*B. Établir des comptes de droits de vote (droits de vote officiels) de façon cohérente*

Documents relatifs aux droits	Entité responsable	Protocoles
<b>1. PROCURATION GÉNÉRALE DE CDS ET PROCURATION GÉNÉRALE DE DTC</b>	Compilateur	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le compilateur devrait établir un compte de droits de vote pour chaque intermédiaire considéré comme ayant une position d'adhérent de CDS au moyen d'une procuration générale de CDS ou une position d'adhérent de DTC au moyen d'une procuration générale de DTC, et de l'IDUC Alpha ou du numéro d'adhérent de DTC pertinent, selon le cas.</li> <li>2. Cependant, lorsque le nom d'un intermédiaire figure à la fois sur une procuration générale de CDS et une procuration générale de DTC, un seul compte de droits de vote doit être établi pour cet intermédiaire. Dans le cas contraire, les droits du compte devront comporter un renvoi au nom de l'intermédiaire, à l'IDUC Alpha et au numéro d'adhérent de DTC.</li> <li>3. Les intermédiaires et Broadridge devraient envisager une façon de régler les cas où le nom d'adhérent de CDS ou de DTC de l'intermédiaire est différent, même si les positions sont fongibles du point de vue du vote. Une procuration générale supplémentaire devrait être établie par l'adhérent de CDS (intermédiaire transmetteur) accordant l'autorisation de voter et les droits de vote à l'adhérent de DTC (intermédiaire destinataire) ou vice versa.</li> </ol>
<b>2. PROCURATION GÉNÉRALE SUPPLÉMENTAIRE</b>	Compilateur	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Si le nom de l'intermédiaire destinataire correspond en tout point à celui qui figure sur la procuration générale de CDS ou de DTC, les droits de vote de celui-ci devraient être ajoutés au compte de droits de vote pour la position d'adhérent de CDS visée.</li> <li>2. Dans le cas contraire, le compilateur devrait établir un compte de droits de vote distinct pour l'intermédiaire destinataire figurant dans la procuration générale supplémentaire, comme l'indiquent son nom et son numéro de client Broadridge (le cas échéant). Il devrait soustraire les droits de vote de l'intermédiaire destinataire du compte de droits de vote de l'intermédiaire transmetteur. Il devrait lier l'intermédiaire transmetteur inscrit sur une procuration générale supplémentaire à un compte de droits de vote si l'un des cas suivants se présente, dans l'ordre suivant : <ol style="list-style-type: none"> <li>a. l'IDUC Alpha ou le numéro d'adhérent de DTC est le même;</li> </ol> </li> </ol>

Documents relatifs aux droits	Entité responsable	Protocoles
		<ul style="list-style-type: none"> <li>b. le numéro de client Broadridge est le même que celui de l'intermédiaire destinataire figurant sur une procuration générale supplémentaire;</li> <li>c. le nom est identique.</li> </ul> <p>3. Les intermédiaires et Broadridge devraient envisager de modifier la procuration générale supplémentaire afin d'y inclure l'IDUC Alpha ou le numéro d'adhérent de DTC lorsque les droits de vote de l'intermédiaire destinataire sont fongibles avec la position d'adhérent de CDS ou de DTC associée à l'IDUC Alpha ou au numéro d'adhérent de DTC. Cette modification aurait pour effet de réduire le nombre de comptes de droits de vote que doit établir le compilateur.</p>
<b>3. PROCURATION GÉNÉRALE POUR PROPRIÉTAIRES VÉRITABLES NON OPPOSÉS</b>	Compilateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Le compilateur devrait établir des comptes de droits de vote pour chaque propriétaire véritable non opposé indiqué dans la liste des propriétaires véritables non opposés qu'il reçoit.</li> <li>2. Le compilateur devrait soustraire le nombre total de droits de vote des propriétaires véritables non opposés attribués par un intermédiaire transmetteur de son compte de droits de vote. Il devrait lier l'intermédiaire transmetteur indiqué dans une procuration générale pour propriétaires véritables non opposés à un compte de droits de vote si l'un des cas suivants se présente, dans l'ordre suivant : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. l'IDUC Alpha est le même;</li> <li>b. le numéro de client Broadridge est le même que celui de l'intermédiaire destinataire figurant sur une procuration générale supplémentaire;</li> <li>c. le nom est identique.</li> </ul> </li> </ul>

*C. Transmettre de l'information exacte et exhaustive sur les votes par procuration et compiler et consigner les votes par procuration de façon cohérente*

Document et information	Entité responsable	Protocoles
<b>1. PROCURATION</b>	Intermédiaires Broadridge	<b>Établissement et transmission</b>

12

Document et information	Entité responsable	Protocoles
<p><b>DU CLIENT BROADRIDGE ET RAPPORT DE VOTE OFFICIEL (RAPPORT DE VOTE OFFICIEL)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Date et heure</li> <li>• Numéro de page</li> <li>• Nombre total de votes</li> <li>• Total des votes par CUSIP</li> <li>• Date de clôture des registres</li> <li>• Date de l'assemblée</li> <li>• Signature</li> <li>• Nombre de votes (en faveur, contre, abstention) répartis par nom d'intermédiaire</li> <li>• L'intermédiaire sera également identifié par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro de client Broadridge</li> <li>- l'IDUC Alpha, le cas échéant</li> <li>- le numéro d'adhérent</li> </ul> </li> </ul>	<p>Compilateur</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Broadridge établit et transmet le rapport de vote officiel pour le compte de chaque client intermédiaire.</li> <li>2. Le même IDUC Alpha ou numéro d'adhérent de DTC peut être associé à plus d'un numéro de client Broadridge sur le rapport de vote officiel.</li> <li>3. Chaque numéro de client Broadridge ne devrait être associé qu'à un seul IDUC Alpha ou numéro d'adhérent de DTC sur le rapport de vote officiel.</li> <li>4. Broadridge devrait aider ses clients à établir adéquatement des comptes en vue de l'établissement des rapports de vote officiels. Plus particulièrement, elle devrait revoir annuellement avec eux l'information incluse dans le rapport de vote officiel (nom du client, IDUC Alpha et numéro d'adhérent de DTC). Les intermédiaires et Broadridge doivent être conscients de l'incidence en aval sur la compilation de l'information incluse dans le rapport de vote officiel que Broadridge transmet aux compilateurs.</li> </ol> <p><b>Compilation</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>5. Le compilateur devrait faire correspondre les droits de vote d'un intermédiaire indiqués dans un rapport de vote officiel avec un compte de droits de vote au moyen de l'information sur les droits de vote qu'il a à sa disposition. Comme nous l'indiquions ci-dessus, les intermédiaires devraient : <ol style="list-style-type: none"> <li>a. mettre en œuvre des processus pour veiller à ce que le compilateur d'assemblée dispose de l'information exhaustive et exacte sur les droits de vote pour chaque intermédiaire sollicitant des instructions de vote et soumettant des votes par procuration;</li> <li>b. doivent être conscients de l'incidence en aval sur la compilation de l'information sur les droits de vote que Broadridge transmet aux compilateurs.</li> </ol> </li> <li>6. Le compilateur qui réalise qu'un intermédiaire soumettant des votes par procuration est en situation de survote en raison d'une information manquante ou incomplète sur les droits de vote devrait prendre des mesures raisonnables pour obtenir cette information. Au nombre de ces mesures, on compte, notamment :</li> </ol>



Document et information	Entité responsable	Protocoles
<p>de DTC, le cas échéant</p> <p><b>Vote supplémentaire</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre total de votes exercés à ce jour par l'intermédiaire</li> </ul> <p><b>Mandataire</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comprend le numéro de client Broadridge, le numéro d'adhérent de DTC et l'IDUC Alpha, le cas échéant</li> </ul> <p><b>Liste d'exception des administrateurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Numéro de client Broadridge, le cas échéant</li> </ul>		<p>a. l'utilisation d'un tableau associatif fourni par Broadridge et qui comprend les divers identificateurs pour les intermédiaires afin de faire correspondre les votes par procuration avec les comptes de droits de vote, pourvu que ce tableau soit à jour, mis à la disposition du public et qu'il puisse être consulté de façon électronique;</p> <p>b. la communication avec les intermédiaires ou Broadridge pour les aviser du problème et leur demander de l'information supplémentaire.</p> <p>Les intermédiaires et Broadridge devraient transmettre des coordonnées à jour aux compilateurs et répondre rapidement aux demandes de renseignements (par exemple, dans un délai d'un jour ouvrable).</p> <p>7. Le compilateur devrait soustraire du pointage d'un administrateur le nombre total de votes ayant fait l'objet d'une abstention dans la liste d'exception des administrateurs. Il peut se fier au numéro de client Broadridge figurant dans cette liste pour faire correspondre le vote connexe sur le rapport de vote officiel.</p>
<p><b>2. PROCURATIONS RESTREINTES ET AUTRES PROCURATIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nom de</li> </ul>	<p>Propriétaires véritables Intermédiaires Broadridge Émetteur Compilateur</p>	<p>1. L'intermédiaire qui établit une procuration restreinte ou tout autre formulaire de procuration devrait le transmettre directement au compilateur s'il a été rempli, ou au propriétaire véritable visé pour qu'il le remplisse et le transmette au compilateur.</p> <p>2. L'intermédiaire ou toute autre personne soumettant une procuration peut demander au compilateur d'en confirmer la réception et devrait fournir des coordonnées précises de</p>

Document et information	Entité responsable	Protocoles
<p>L'intermédiaire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'actions visées par une procuration restreinte</li> <li>• IDUC Alpha, le cas échéant</li> <li>• Numéro d'adhérent de DTC, le cas échéant</li> <li>• Attestation selon laquelle l'intermédiaire a pris toutes les mesures nécessaires pour révoquer tout vote par procuration antérieur à l'égard de cette position et pour bloquer tout vote futur à l'égard de la position visée par les restrictions par l'intermédiaire de Broadridge ou d'un formulaire d'instructions de</li> </ul>		<p>l'endroit où la confirmation doit être envoyée.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>3. Le compilateur devrait accuser réception de la procuration dans un délai raisonnable (par exemple, deux jours ouvrables) s'il en reçoit la demande.</li> <li>4. L'intermédiaire ne devrait pas émettre de procuration restreinte à un client propriétaire véritable non opposé lorsque l'émetteur a retenu les services de Broadridge pour solliciter des instructions de vote auprès de clients propriétaires véritables non opposés, sauf si l'intermédiaire a bloqué l'exercice des droits de vote rattachés au compte du client propriétaire véritable non opposé par l'intermédiaire de Broadridge.</li> <li>5. L'intermédiaire ne devrait pas émettre de procuration restreinte à un client propriétaire véritable non opposé lorsque l'émetteur a retenu les services d'un fournisseur autre que Broadridge pour solliciter des instructions de vote directement auprès des clients propriétaires véritables non opposés, sauf si l'intermédiaire a confirmé avoir obtenu l'autorisation de voter et les droits de vote à l'égard de ce client.</li> <li>6. Le compilateur devrait faire correspondre les votes par procuration d'un intermédiaire indiqués dans une procuration restreinte avec le compte de droits de vote en utilisant l'information sur ceux-ci qu'il a à sa disposition. Si le compilateur estime que l'intermédiaire est en situation de survote en raison d'une information manquante ou incomplète sur les droits de vote, il devrait prendre les mesures raisonnables pour communiquer avec l'intermédiaire pour l'obtenir.</li> <li>7. La procuration restreinte devrait renfermer les coordonnées exactes et à jour de l'intermédiaire.</li> <li>8. À la réception d'une demande de l'intermédiaire ou de toute autre personne soumettant la procuration, et sous réserve de l'obtention des coordonnées exactes où l'information doit être transmise, l'émetteur devrait demander au compilateur d'aviser dans un délai raisonnable l'intermédiaire ou toute autre personne si le vote a été rejeté ou n'a pas été comptabilisé, selon le rapport final du scrutateur. Un délai raisonnable correspondrait au plus éloigné des suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>a. deux jours ouvrables après que le rapport final du scrutateur a été complété;</li> <li>b. dans les deux jours ouvrables suivant la présentation de la demande.</li> </ol> </li> </ol>

Document et information	Entité responsable	Protocoles
vote pour propriétaires véritables non opposés • Signature		
<b>3. RAPPORT DES VOTES REÇUS DE BROADRIDGE</b>	Compilateur Intermédiaire Broadridge	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les compilateurs, les intermédiaires et Broadridge devraient élaborer des mécanismes appropriés pour permettre la confirmation de la réception par le compilateur de tous les votes soumis par Broadridge pour le compte de clients intermédiaires.</li> </ol> <p>À titre d'exemple, le compilateur pourrait confirmer à Broadridge le nombre total de vote reçus à la date limite pour la transmission des procurations ou 48 heures avant l'assemblée, selon la date la plus proche, pour permettre à cette dernière de savoir si des votes ont été envoyés mais qu'ils n'ont pas été reçus. À la réception de cette information, Broadridge devrait déterminer si le nombre de votes reçus par le compilateur ne correspond pas à celui indiqué dans les registres, et aviser le compilateur qu'elle a envoyé des votes par procuration qui auraient dû être reçus au plus tard à la date limite pour la transmission des procurations. Le compilateur devrait également prendre les mesures nécessaires pour aviser Broadridge s'il remarque des divergences dans le nombre de votes reçus avant la date limite pour la transmission des procurations ou 48 heures avant l'assemblée. Broadridge pourrait par ailleurs intégrer des caractéristiques comme des registres chronologiques et de suivi dans les rapports de vote officiels qui confirmeraient en temps réel que la transmission a été complétée.</p>
<b>4. RAPPORT FINAL DU SCRUTATEUR</b>	Compilateur	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le compilateur devrait établir le rapport final du scrutateur pour l'émetteur et qui comprend l'information suivante :               <ol style="list-style-type: none"> <li>a. le nombre de vote reçus mais qui n'ont pas été inclus dans le pointage final;</li> <li>b. toute procuration générale de CDS ou de DTC manquante;</li> <li>c. pour chaque intermédiaire qui a soumis des votes, une ventilation de ce qui suit :                   <ol style="list-style-type: none"> <li>i. le nombre de votes non inclus dans le pointage final par l'intermédiaire et le motif (par exemple, droit de vote non valide, procuration non conforme);</li> <li>ii. le nombre de cas de survote et le pourcentage de répartition au prorata qui en résulte;</li> </ol> </li> </ol> </li> </ol>

Document et information	Entité responsable	Protocoles
		d. le nombre de votes par procuration exercés en faveur, contre ou qui ont fait l'objet d'une abstention inclus ou exclus en raison d'une décision du président, ventilé par intermédiaire et par motion particulière.

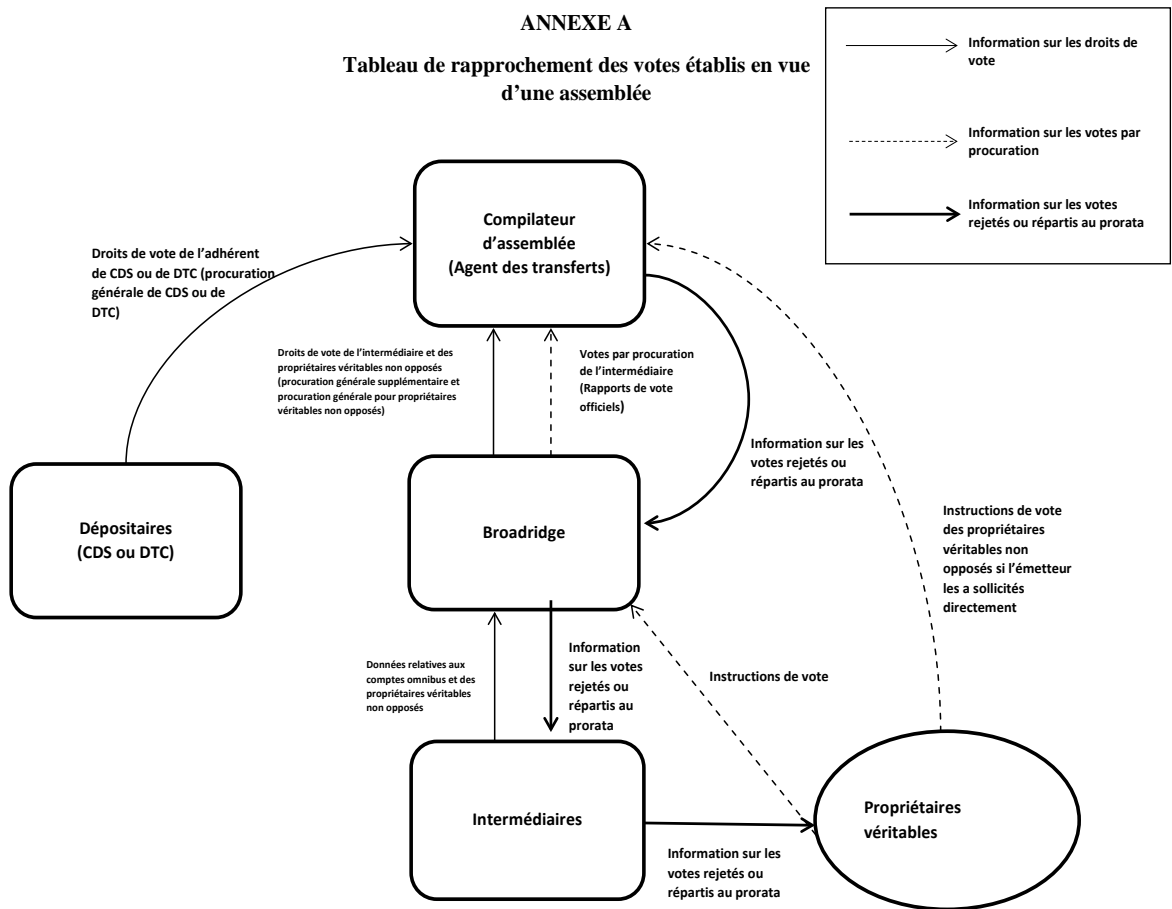
*D. Aviser les propriétaires véritables des votes rejetés ou répartis au prorata*

Document et information	Entité responsable	Protocoles
<p><b>1. VOTES REJETÉS OU RÉPARTIS AU PRORATA REÇUS DE BROADRIDGE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nom de l'émetteur</li> <li>• CUSIP</li> <li>• Nombre de votes par procuration rejetés, non comptabilisés et répartis au prorata, ventilé par intermédiaire et motif (droits absents ou insuffisants, décision du président).</li> <li>• Confirmation si des procurations reçues tardivement ont</li> </ul>	Émetteur Compilateur Intermédiaires Broadridge	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le rejet et la répartition au prorata des votes par procuration devraient être peu fréquents si les intermédiaires fournissent de l'information exacte et exhaustive sur les droits de vote et les compilateurs prennent les mesures nécessaires pour obtenir l'information manquante sur les droits de vote. Cependant, si, lors de la compilation finale, le compilateur ou le président d'assemblée rejette ou répartit au prorata des votes par procuration d'un intermédiaire soumis dans un rapport de vote officiel, notamment parce que des droits de vote ne pouvaient être localisés malgré des efforts raisonnables du compilateur, l'émetteur devrait demander au compilateur d'en aviser Broadridge dans un délai raisonnable (par exemple, deux jours ouvrables) après que la compilation a été complétée. Les compilateurs et Broadridge sont invités à élaborer des modes de communication électronique appropriés pour cette information.</li> <li>2. Broadridge devrait transmettre cette information aux clients intermédiaires concernés dans un délai raisonnable (par exemple, un jour ouvrable suivant sa réception).</li> <li>3. Les intermédiaires devraient mettre cette information à la disposition de leurs clients qui sont propriétaires véritables dans un délai raisonnable (par exemple, deux jours ouvrables) suivant la transmission de cette information à Broadridge par le compilateur. Ils devraient décider avec eux de la meilleure façon de transmettre cette information.</li> <li>4. Avec l'aide de Broadridge, les intermédiaires devraient mettre en place des processus appropriés pour remédier à tout problème concernant l'information sur les droits de vote de façon à ce qu'il ne se présente plus.</li> </ol>

17

Document et information	Entité responsable	Protocoles
été acceptées.		5. Les compilateurs, les intermédiaires et Broadridge sont aussi invités à collaborer pour élaborer un système de confirmation des votes de bout en bout afin de permettre aux investisseurs qui le souhaitent de confirmer si leurs votes par procuration ont été acceptés, y compris en « temps réel », s'il y a lieu.

**ANNEXE A**  
**Tableau de rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée**



## ANNEXE B

Glossaire<sup>1</sup>

<b>Expression</b>	<b>Sens</b>
<b>Adhérent d'un dépositaire (CDS ou DTC)</b>	Une personne pour le compte de laquelle un dépositaire détient un compte dans lequel des écritures peuvent être effectuées pour transférer un titre ou le donner en garantie.
<b>Agent des transferts</b>	La société de fiducie nommée par une société pour transférer la propriété de ses actions. Dans la plupart des cas, elle tient, à titre d'agent des transferts, le registre des actionnaires et fournit d'autres services connexes. De façon générale, au Canada, les agents des transferts sont membres de la Securities Transfer Association of Canada.
<b>Broadridge</b>	Broadridge Investor Communication Solutions Canada, filiale de Broadridge Financial Solutions, Inc. Il s'agit d'un fournisseur de services qui aide les intermédiaires dans divers aspects du vote par procuration, notamment la sollicitation d'instructions de vote auprès des propriétaires véritables et la soumission des votes par procuration à des compilateurs pour le compte d'intermédiaires.
<b>CDS</b>	Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée ou sa filiale Services de dépôt et de compensation CDS inc., selon le contexte. Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée est inscrite à titre de porteur de la plupart des actions dans le registre d'un émetteur assujéti. Services de dépôt et de compensation CDS inc. est le dépositaire de valeurs du Canada. Se reporter également à l'expression « dépositaire ».
<b>Cede &amp; Co.</b>	Le prête-nom de DTC inscrit à titre de porteur des actions dans le registre de l'émetteur. Se reporter à l'expression « DTC ».
<b>Compilateur</b>	L'entité désignée par un émetteur pour examiner les votes par procuration reçus et évaluer s'ils constituent des votes valides pouvant être comptabilisés en vue de l'assemblée. Au Canada, l'agent des transferts de l'émetteur agit généralement comme compilateur de l'assemblée.
<b>Compte de droits de vote</b>	Également désigné sous le nom de droits de vote officiels. Les droits de vote d'un intermédiaire établis par le compilateur de l'assemblée en fonction des procurations générales pour dépositaires (procuration générale de CDS et procuration générale de DTC) et des procurations générales supplémentaires reçues. Si un émetteur opte pour la sollicitation des propriétaires véritables non opposés, les intermédiaires (dans les faits, par l'entremise de

<sup>1</sup> Le présent glossaire renferme des explications des principales expressions utilisées dans les protocoles. Les explications ne constituent pas des définitions légales pour l'application de la législation en valeurs mobilières.

<b><u>Expression</u></b>	<b><u>Sens</u></b>
	leur fournisseur de services, Broadridge) transmettent également au compilateur de l'assemblée une procuration générale pour propriétaires véritables non opposés que ce dernier utilisera pour établir les comptes de droits de vote pour ceux-ci. Se reporter également à l'expression « droits de vote ».
<b>Compte omnibus</b>	Les comptes des intermédiaires destinataires ayant été codés pour Broadridge afin d'établir des procurations générales supplémentaires pour le compte des intermédiaires transmetteurs.
<b>Courtier compensateur</b>	Le courtier chargé de compenser et de régler une opération pour le compte d'un autre intermédiaire. Se reporter à l'expression « intermédiaire ».
<b>Courtier en placement</b>	Une personne inscrite en vertu de la législation en valeurs mobilières pour effectuer des opérations sur titres pour son propre compte ou celui de ses clients. Se reporter également à l'expression « intermédiaire ».
<b>CUSIP</b>	Signifie Committee on Uniform Securities Identification Procedures. Il s'agit d'un identificateur à neuf chiffres attribué aux titres des émetteurs aux États-Unis et au Canada. Le système CUSIP appartient à l'American Bankers Association et est exploité par Standard & Poor's pour faciliter le processus de compensation et de règlement des opérations sur titres.
<b>Date de clôture des registres</b>	Dans le cas d'une assemblée, la date fixée conformément au droit des sociétés, s'il y a lieu, pour la détermination des porteurs inscrits de titres habilités à voter à l'assemblée.
<b>Date limite pour les procurations</b>	La date limite pour la transmission des votes par procuration.
<b>Dépositaire</b>	1) Une institution financière qui détient des titres pour une autre personne ou entité. Les dépositaires canadiens administrent également des programmes de prêts de titres et agissent comme mandataires pour les prêteurs, qui sont généralement d'importants investisseurs institutionnels. Se reporter à l'expression « intermédiaire ».  2) Une entité qui effectue la compensation et le règlement pour les titres négociés sur le marché.
<b>Droit de vote officiel</b>	Se reporter à l'expression « compte de droits de vote ».



<b><u>Expression</u></b>	<b><u>Sens</u></b>
<b>Droits de vote</b>	Le nombre d'actions à l'égard desquelles un porteur de titres ou toute autre personne habilitée à voter a l'autorisation d'exercer les droits de vote qui s'y rattachent lors de l'assemblée.
<b>DTC</b>	La Depository Trust Company, filiale de la Depository Trust and Clearing Corporation. Il s'agit du dépositaire de valeurs des États-Unis qui détient les titres par l'intermédiaire de son prête-nom Cede & Co. Se reporter à l'expression « dépositaire ».
<b>Émetteur</b>	Une personne qui a des titres en circulation, en émet ou se propose d'en émettre.
<b>Formulaire d'instructions de vote</b>	Le document permettant aux propriétaires véritables de fournir aux intermédiaires leurs instructions de vote. Si l'émetteur opte pour la sollicitation des propriétaires véritables non opposés, le document permettant à ces derniers de fournir à la direction de l'émetteur leurs instructions de vote.
<b>Formulaire de procuration</b>	Le document permettant à un porteur de titres ou à toute autre personne ayant l'autorisation de voter de nommer une personne à titre de prête-nom pour assister à une assemblée de porteurs et y agir pour son compte.
<b>IDUC Alpha</b>	Un code d'entreprise composé de trois lettres utilisé par CDS pour identifier un adhérent dans la procuration générale de CDS.
<b>Intermédiaire</b>	Une personne qui, dans le cadre de ses activités, détient des titres pour le compte d'une autre personne, par exemple un dépositaire ou un courtier en placement.
<b>Intermédiaire destinataire</b>	L'intermédiaire qui reçoit des droits de vote ou l'autorisation de voter d'un autre intermédiaire (intermédiaire transmetteur) au moyen d'une procuration générale supplémentaire. Se reporter également aux expressions « intermédiaire » et « procuration générale supplémentaire ».
<b>Intermédiaire transmetteur</b>	Un intermédiaire qui attribue des droits de vote ou donne l'autorisation de voter à un autre intermédiaire (intermédiaire destinataire) au moyen d'une procuration générale supplémentaire. Se reporter également aux expressions « intermédiaire » et « procuration générale supplémentaire ».

<b>Liste d'exception des administrateurs</b>	Une liste indiquant les actions ayant fait l'objet d'une abstention pour un administrateur en particulier.
<b>Liste des propriétaires véritables non opposés</b>	Relativement à la sollicitation directe des propriétaires véritables non opposés par un émetteur, le document établi par un intermédiaire ou son fournisseur de services (dans les faits, Broadridge) qui renferme l'information sur ces propriétaires.
<b>Numéro d'adhérent de DTC</b>	Un code d'entreprise à quatre chiffres utilisé par DTC pour identifier un adhérent dans la procuration générale de DTC. Également désigné sous le nom de numéro DTC.
<b>Numéro de client Broadridge</b>	L'identificateur numérique que Broadridge attribue à ses clients intermédiaires.
<b>Porteur inscrit</b>	La personne qui est désignée comme porteur d'un titre dans les registres de l'émetteur.
<b>Position d'un adhérent d'un dépositaire (CDS ou DTC)</b>	Le nombre total de droits de vote attribués à un adhérent de CDS ou de DTC dans la procuration générale de CDS ou de DTC.
<b>Position fongible d'un adhérent de CDS</b>	Lorsqu'elle est utilisée relativement à la position d'un adhérent de CDS d'un intermédiaire, une position qui ne renferme aucun compte distinct de client.
<b>Position inscrite</b>	Le nombre de titres détenus par un porteur inscrit, tel qu'il indiqué dans les registres de l'émetteur.
<b>Prête-nom</b>	Une personne désignée comme détenant le titre, sans qu'elle en soit réellement le propriétaire.
<b>Procuration générale</b>	La procuration utilisée par le dépositaire ou l'intermédiaire qui est le porteur inscrit ou qui détient une procuration accordant à ses clients l'autorisation d'exercer les droits de vote rattachés au nombre d'actions se trouvant dans leur compte à la date de clôture des registres. Elle comprend les procurations générales de CDS, les procurations générales de DTC, les procurations générales supplémentaires et les procurations générales pour propriétaires

	véritables non opposés.
<b>Procuration générale de CDS</b>	La procuration générale que CDS utilise pour attribuer des droits de vote ou accorder l'autorisation de voter aux intermédiaires clients qui sont des adhérents de CDS.
<b>Procuration générale de Cede &amp; Co.</b>	Se reporter à l'expression « procuration générale de DTC ».
<b>Procuration générale de DTC</b>	La procuration générale que DTC utilise pour attribuer des droits de vote ou accorder l'autorisation de voter aux intermédiaires clients qui sont des adhérents de DTC. Également désignée sous le nom de procuration générale de Cede & Co.
<b>Procuration générale pour propriétaires véritables non opposés</b>	Relativement à la sollicitation des propriétaires véritables non opposés effectuée directement par un émetteur, la procuration générale qu'un intermédiaire utilise pour attribuer des droits de vote à la direction d'un émetteur pour qu'elle puisse exercer les droits de vote rattachés au nombre d'actions qui se trouvent dans les comptes des clients de l'intermédiaire qui sont propriétaires véritables non opposés. Se reporter à l'expression « procuration générale ».
<b>Procuration générale supplémentaire</b>	La procuration générale que les intermédiaires utilisent pour attribuer des droits de vote ou accorder l'autorisation de voter aux intermédiaires clients. Elle est également désignée sous le nom de procuration générale pour intermédiaires ou, en anglais, une <i>mini omnibus proxy</i> . Se reporter à l'expression « procuration générale ».
<b>Procuration restreinte</b>	Le formulaire de procuration utilisé par un intermédiaire pour soumettre directement des votes par procuration au compilateur de l'assemblée pour le compte d'un client dont il détient des actions. Se reporter à l'expression « formulaire de procuration ».
<b>Propriétaire véritable</b>	Un investisseur qui n'est pas un porteur inscrit d'actions, mais qui en est le propriétaire au moyen de titres intermédiés dans le compte d'un intermédiaire.
<b>Propriétaire véritable non opposé</b>	Un propriétaire véritable d'actions, dans le système de détention au moyen d'un intermédiaire, qui ne s'oppose pas à la divulgation de son nom, de ses coordonnées et du nombre de titres qu'il détient.
<b>Propriétaire véritable opposé</b>	Un propriétaire véritable d'actions, dans le système de détention au moyen d'un intermédiaire, qui s'oppose à ce que l'intermédiaire divulgue son nom, ses coordonnées et le nombre de titres qu'il détient.

<b>Rapport de vote officiel</b>	Le formulaire de procuration établi par Broadridge qui indique les instructions de vote reçues des propriétaires véritables, regroupées par intermédiaire.
<b>Rapport du scrutateur</b>	Le rapport transmis par le compilateur d'assemblée à la société et faisant état des résultats du vote.
<b>Rapport final du scrutateur</b>	Le rapport transmis par le compilateur d'assemblée à l'émetteur qui comprend les résultats finaux du vote après que la compilation a été complétée.
<b>Rapport sur les résultats du vote</b>	Le rapport que les émetteurs non émergents sont tenus de déposer en vertu de la législation en valeurs mobilières pour faire état des résultats du vote.
<b>Rapprochement des votes</b>	Le processus au moyen duquel les votes par procuration des porteurs inscrits et les instructions de vote des propriétaires véritables sont rapprochés avec les titres intermédiés du système de détention au moyen d'un intermédiaire. L'Avis 54-303 du personnel des ACVM, <i>Rapport d'étape sur l'examen de l'infrastructure du vote par procuration</i> présentait deux volets du rapprochement des votes : le rapprochement des votes rattachés aux comptes des clients et le rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée.
<b>Rapprochement des votes établis en vue d'une assemblée</b>	Le processus utilisé pour compiler les votes par procuration rattachés aux actions détenues par des intermédiaires. Il concerne les systèmes et les procédés qui font le lien entre les dépositaires, les intermédiaires et les compilateurs d'assemblées pour franchir les trois étapes suivantes : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les dépositaires et les intermédiaires fournissent aux compilateurs d'assemblées l'information sur les droits de vote au moyen de procurations générales;</li> <li>2. les compilateurs d'assemblées établissent les droits de vote officiels pour les intermédiaires;</li> <li>3. les compilateurs d'assemblées rapprochent les votes par procuration des intermédiaires avec les comptes de droits de vote.</li> </ol> <p>Se reporter à l'expression « rapprochement des votes ».</p>
<b>Registre des actionnaires</b>	Les registres de l'émetteur indiquant le nombre de titres détenus par les porteurs.
<b>Entreprise de sollicitation de procurations</b>	Un fournisseur de services qui prête son assistance dans la sollicitation de procurations en sélectionnant des investisseurs et en communiquant avec eux pour les inviter à exercer les droits de vote rattachés à leurs actions en faveur de la partie sollicitant les procurations.
<b>Survote</b>	Se dit lorsqu'un intermédiaire soumet des votes par procuration et que le compilateur de l'assemblée n'est pas en mesure d'établir si l'intermédiaire détient des droits de vote, ou lorsque le nombre de votes par procuration soumis

	par un intermédiaire excède le nombre d'actions dans le compte de droits de vote qu'il a calculé pour l'intermédiaire en fonction des procurations générales.
<b>Vote double</b>	Le vote double survient lorsqu'une entité peut exercer les droits de vote rattachés à une même action ou ne se voit pas interdire de le faire, ou lorsqu'une même entité exerce les droits de vote rattachés à ses actions à deux reprises.
<b>Vote par procuration</b>	Le formulaire de procuration signé soumis au compilateur de l'assemblée qui renferme les instructions de vote des porteurs inscrits ou des propriétaires véritables. Se reporter à l'expression « rapport de vote officiel ».